



ACTION
PRATICIENS
HÔPITAL



Communiqué de presse Action Praticiens Hôpital du 28 septembre 2026

29 SEPTEMBRE : L'HOPITAL PUBLIC NE PEUT PLUS ATTENDRE

APH soutient la mobilisation de la Fonction publique pour les services publics

Le **29 septembre**, les organisations syndicales de la Fonction publique se mobilisent pour les rémunérations, les carrières, les conditions de travail et les moyens des services publics.

APH apporte son soutien à cette mobilisation et aux revendications qu'elle porte.

Car derrière les chiffres budgétaires, les économies annoncées et les débats sur les dépenses publiques, il y a une réalité : **les services publics ne tiennent aujourd'hui que grâce à l'engagement de professionnels auxquels on demande toujours davantage.**

L'hôpital public en est l'exemple le plus évident.

Le gel quasi permanent du point d'indice et l'absence de perspectives salariales suffisantes contribuent directement à la crise d'attractivité de la Fonction publique.

À l'hôpital, cette situation concerne l'ensemble des professionnels.

Elle concerne également les **praticiens hospitaliers**, dont les responsabilités, les contraintes et le temps réellement consacré au service public sont encore insuffisamment reconnus.

On ne peut pas réclamer toujours plus d'engagement aux professionnels tout en continuant à dévaloriser leur travail.

L'hôpital ne peut pas être la variable d'ajustement budgétaire.

L'hôpital public manque de professionnels, de lits, de moyens et de temps.

Les établissements doivent pourtant continuer à absorber une activité croissante, des situations de plus en plus complexes et des contraintes administratives toujours plus lourdes.

Les praticiens hospitaliers sont confrontés quotidiennement aux conséquences de cette situation : sous-effectifs dans la plupart des services, tensions sur les équipes, multiplication des tâches non médicales, difficultés de recrutement et de fidélisation, dégradation des conditions d'exercice.

La réponse ne peut pas être de demander aux professionnels de travailler davantage... et sans compter !

Reconnaître enfin le travail réellement effectué

APH rappelle une évidence : **le temps de travail des praticiens hospitaliers doit être reconnu et rémunéré.**

Gardes, astreintes, temps de travail additionnel, responsabilités institutionnelles, formation, enseignement, recherche, réunions et tâches administratives participent tous au fonctionnement de l'hôpital. Pourtant, la mission IGAS vient de mettre en évidence le défaut de suivi du temps de travail des praticiens hospitaliers. Pourtant, l'activité de télémedecine lors des astreintes n'est toujours pas reconnue comme temps de travail...

Pourtant, enfin, les praticiens qui ont tenu l'hôpital public depuis des dizaines d'années, y compris pendant la pandémie COVID, ont été humiliés au Ségur de la Santé en n'obtenant pas les 4 ans d'ancienneté offerts aux jeunes arrivants, nommés après le 1^{er} octobre 2020. Des solutions APH ont pourtant été avancées, mais les discussions à ce sujet sont de nouveau au point mort.

Le système ne peut plus reposer sur l'engagement personnel des professionnels sans reconnaissance de cet engagement.

L'hôpital public ne doit pas fonctionner avec du travail gratuit ou insuffisamment reconnu.

Le Gouvernement doit entendre le message ! Le 29 septembre constitue un nouveau signal adressé au Gouvernement.

Les professionnels de la Fonction publique demandent des salaires qui permettent de vivre dignement de leur travail, des carrières attractives et des services publics dotés des moyens nécessaires.

APH partage ces exigences.

L'hôpital public ne retrouvera pas son attractivité par des économies supplémentaires, des réorganisations successives à la marge ou des injonctions à faire toujours plus avec moins. Il ne s'agit pas de mettre en place une énième rustine mais **d'investir dans l'hôpital** et dans ses professionnels de manière claire, concrète, dans le cadre d'une vision à court, moyen et long terme pour le service public hospitalier et le système de santé.

Ce n'est qu'au prix de cette effort – budgétaire et politique – qu'il retrouvera son attractivité par **la reconnaissance, les rémunérations, les effectifs et les conditions de travail.**

APH soutient donc les revendications portées lors de la mobilisation du 29 septembre et demande au Gouvernement **d'ouvrir sans délai de véritables négociations sur les rémunérations, les carrières, les conditions d'exercice et les moyens de l'hôpital public.**

L'hôpital public ne peut plus attendre.

Dr Yves Rébufat
Président APH
Président AH
[yves.rebufat@snphar
e.fr](mailto:yves.rebufat@snphar.e.fr)

**Dr Jean-François
Cibien**
Délégué général APH
Président AH
jf.cibien@sudf.fr